



Les gouvernements et l'extrême droite soutiennent les massacres à Gaza, les populations les dénoncent dans les rues !

L'armée israélienne a désormais coupé Gaza en deux et commence à frapper au sol aussi aveuglément qu'elle l'a fait du ciel. Plus de 9 700 personnes ont déjà été tuées, la moitié des habitations rasées. Après les hôpitaux, un convoi d'ambulances évacuant des blessés vers l'Égypte a été pris pour cible. Et quand la population échappe aux bombes, c'est le manque d'eau qui menace. Sept rapporteurs spéciaux des Nations unies s'inquiètent désormais d'un risque de génocide.

Comble du cynisme : sur les 18 500 travailleurs gazaouis employés en Israël, 4000 s'y sont retrouvés piégés après le 7 octobre, y ont été retenus prisonniers, passés à tabac et humiliés avant d'être renvoyés sous les bombes. En Cisjordanie, les colons israéliens, armés par l'État et protégés par l'armée, ont accéléré les exactions pour chasser les populations palestiniennes, détruisant les habitations, tuant ou torturant ceux qui résistent.

L'impérialisme complice de ce crime contre l'humanité

Ce carnage se fait avec la bénédiction des grandes puissances, États-Unis et France en tête, pour qui l'État d'Israël est un gardien de leur ordre au Proche-Orient. Macron et Biden ont aussi du sang sur les mains ! Le bombardement de l'Institut français de Gaza, preuve que les frappes visent la destruction totale de Gaza, n'a soulevé qu'une polie « incompréhension » du gouvernement français.

Par contre, Macron et Darmanin tentent d'instrumentaliser le conflit au service de leur politique raciste. Les tags et agressions antisémites sont systématiquement rapportés dans les médias. Ils sont évidemment odieux et doivent être dénoncés, mais le gouvernement a l'indignation sélective : les agressions et les déclarations racistes anti-arabes se sont elles aussi multipliées, y compris dans les médias. À l'exemple du journaliste de LCI, Pascal Perri, qui parle d'un « antisémitisme couscous ».

Comme d'habitude, c'est la population d'origine arabe qui est stigmatisée, accusée d'être antisémite, alors que l'extrême droite française a toujours fait de la haine des Juifs son fonds de commerce et que Macron lui-même, en 2018, avait rendu hommage à Pétain.

Un devoir de solidarité internationaliste que nous devons amplifier en France !

Ce samedi, la solidarité avec le peuple palestinien a franchi un nouveau cap en France, avec plusieurs dizaines de milliers de manifestants à Paris et dans une quarantaine de villes, après trois semaines de

mobilisation, malgré les interdictions et l'amalgame que cherche à imposer le gouvernement entre solidarité avec le peuple palestinien et apologie du terrorisme ou antisémitisme.

Les manifestations se sont multipliées à Londres, New-York, en Nouvelle-Zélande, Turquie ou Indonésie, exprimant indignation et rage face aux massacres. Aux États-Unis, la contestation est particulièrement massive contre le soutien de Biden à Netanyahu. À Oakland, 200 manifestants ont bloqué un navire destiné à livrer des armes à Israël.

Le peuple de Palestine, opprimé depuis 75 ans, enfermé dans des ghettos de misère, bombardé, a besoin d'une solidarité internationale qui fasse pression sur Netanyahu et sur nos propres gouvernements qui le soutiennent. Le combat du peuple palestinien pour son émancipation et sa liberté est indissociable de la lutte contre toutes les oppressions, les rapports de domination et d'exploitation qu'il faudra renverser là-bas comme partout.

Travailleuses, travailleurs, jeunes, il faut construire le mouvement qui permettra de faire reculer Netanyahu et la politique guerrière et antisociale des gouvernements qui le soutiennent, dont celui de Macron !

Dans les jours qui viennent, réunissons-nous sur nos lieux de travail et d'étude, faisons entendre notre colère, organisons-nous en collectifs d'expression de notre solidarité de travailleuses et travailleurs ! Halte au massacre à Gaza !

Fusionnons nos revendications

Avec la fusion de PSO avec SIF, la nouvelle Entreprise Régionale IDF comptera plus de 1 000 salariés Suez Eau France. Les élections professionnelles approchent et on apprend que le nombre d'élus pour nous représenter sera réduit à 20. Le maigre pouvoir démocratique pour être informés et défendre le point de vue des salariés va encore se réduire.

Avec la dégradation de nos conditions de travail et nos salaires au lance-pierres, nous avons pourtant beaucoup à dire... Il va falloir trouver les moyens de nous faire entendre !

Loi immigration : hypocrisie macroniste...

Le gouvernement s'apprête à faire voter sa nouvelle loi sur l'immigration. Elle prévoit de durcir la répression et l'expulsion des immigrés sans-papiers, et la création d'un titre de séjour provisoire pour ceux qui travailleraient dans des secteurs où le patronat manque de main-d'œuvre. Les macronistes font comme si cet « article 3 » de la loi allait améliorer la vie des immigrés salariés dans les métiers les plus durs et les moins bien payés, mais ce sont surtout les employeurs qui en profiteraient pour attirer la main-d'œuvre dont ils ont besoin sur les chantiers ou dans la restauration... ensuite ils renverront les salariés qui redeviendront des sans-papiers.

... et surenchère raciste

La droite et l'extrême droite s'excitent contre cet « article 3 » sur le titre de séjour provisoire destiné aux « métiers en tension » et menacent de ne pas voter la loi si le gouvernement ne le retire pas. La preuve que LR et le RN sont prêts à s'allier à Macron, à condition que ce soit pour pourrir encore plus la vie des immigrés. Ils veulent même organiser un référendum contre les immigrés et couper aux sans-papiers l'accès aux soins de base. Et c'est avec ces partis racistes et xénophobes que le gouvernement cherche un compromis pour s'éviter un nouveau 49-3. Face à ceux d'en haut qui cherchent à nous diviser, opposons la solidarité d'en bas, entre travailleurs de toutes les origines.

Aux USA : une grève victorieuse qui en appelle d'autres

Commencée fin septembre, la grève des travailleurs de l'automobile aux USA s'est achevée la semaine dernière. Après Ford et Stellantis, les patrons de General Motors ont fini par lâcher. Les travailleurs des trois grands groupes automobiles

américains ont mené une grève coordonnée durant six semaines et arraché 25 % d'augmentation en moyenne sur quatre ans – et jusqu'à 150 % pour les plus bas salaires. En plus des salaires, les grévistes ont obtenu la revalorisation des pensions, la titularisation de travailleurs intérimaires et des embauches (5 000 chez Stellantis et l'ouverture d'une usine de batteries chez Ford). C'est la force des 45 000 salariés en grève qui a fait plier le patronat.

Bangladesh : les travailleurs du textile en grève et dans la rue

Des grèves multiples et des manifestations violentes secouent actuellement l'ensemble du pays et en particulier la capitale, Dacca. Plus de 250 usines sont à l'arrêt, certaines en partie détruites ou occupées. Le Bangladesh est l'un des principaux exportateurs de vêtements mondial avec quelque 3 500 usines qui fournissent les marques occidentales. Quatre millions de personnes, surtout des femmes, travaillent dans ce secteur pour un salaire moyen mensuel de 70 euros. Les grévistes réclament 190 euros, presque trois fois plus. Déjà deux manifestants ont été tués par la police. La plupart des grandes marques donneuses d'ordre ont refusé de soutenir publiquement ce mouvement. Vive la grève des travailleuses et travailleurs du textile !

Ni antisémitisme, ni islamophobie : union de tous les travailleurs !

Aujourd'hui, plus de 1 000 actes antisémites auraient été enregistrés en quatre semaines en France depuis le début du conflit israélo-palestinien. Affirmer sa solidarité avec le peuple palestinien n'a rien à voir avec assimiler tous les Juifs au gouvernement israélien. C'est le sionisme et la politique de l'État d'Israël que nous combattons, dont les bombardements et massacres montrent le visage monstrueux. Et voilà que les chefs de l'extrême droite, descendants idéologiques de Pétain et antisémites notoires, se drapent du manteau de la lutte contre l'antisémitisme ! Tout ça pour déverser de plus belle leur racisme anti-arabe.

Comme toutes les formes de racisme, l'antisémitisme aussi bien que le racisme anti-arabe doivent être combattus, ici et maintenant, et rien de ce qui se passe en Palestine ne peut les justifier. Notre sort ne se décide pas d'une absurde guerre de race ou de religion qui ne fait que dresser les exploités contre d'autres exploités. Travailleurs de toute origine, ici comme au Moyen-Orient, unissons-nous !